

Ces pays ne sont pas les seuls à avoir besoin de notre aide. Les États de l'ex-Union soviétique et ceux d'Europe de l'Est et d'Europe centrale, où la faillite des économies à planification centrale s'est accompagnée de catastrophes écologiques des plus graves, font maintenant face à un gigantesque travail de reconstruction économique. Il importe pour eux, comme pour nous, qu'ils soient en mesure de passer à une économie de marché sans nuire à l'environnement et en adoptant les principes du développement durable.

Dans notre propre intérêt économique, pour notre sécurité et pour des raisons de responsabilité morale, nous ne saurions nous laver les mains de la crise qui secoue les pays en développement ni de la dégénérescence des pays de l'Est. Les pays industrialisés ont le devoir de réduire l'impact environnemental de leurs propres activités économiques, et ils doivent permettre aux pays en développement de satisfaire leurs besoins et leurs aspirations en matière de développement.

Quelles sont alors les perspectives de mise en oeuvre des principes contenus dans la Déclaration de Rio et du programme d'action de l'Agenda 21 qui en découle?

Il faut reconnaître qu'à court terme, les signes sont peu encourageants. On a tendance à faire comme si de rien n'était, d'autant plus que presque tous les gouvernements font face à des préoccupations immédiates et pressantes sur les plans politique et économique. Lorsque les chefs d'État sont rentrés dans leurs pays après la conférence de Rio, il ont trouvé une foule de dossiers «urgents», auxquels ils ont évidemment dû donner suite. Ainsi, à la réunion du Groupe des Sept (G-7), à celle de la Banque mondiale et aux autres assemblées qui ont suivi la rencontre de Rio, on n'a pas vu le même empressement à mettre en oeuvre les accords de Rio que j'avais espéré constater.

En particulier, il sera difficile d'obtenir l'engagement à grande échelle de nouvelles ressources financières nouvelles et des sommes supplémentaires requises pour la mise en oeuvre de l'Agenda 21. Un certain nombre de pays donateurs ont récemment réduit leur aide publique au développement, notamment le